

5/ Les secteurs d'activité

INDUSTRIE

STAGNATION DE L'ACTIVITÉ ET FLÉCHISSEMENT DE L'INVESTISSEMENT

SEUL L'AGROALIMENTAIRE CONSERVE UN CERTAIN DYNAMISME

Agroalimentaire : le CA de 2012 est estimé en progression de + 3,7 % en moyenne, presque autant qu'en 2011 (+ 4,8 %). Les carnets de commandes sont relativement bien garnis, avec un indicateur courant⁽⁷⁾ à - 8, après - 9. Cependant, la demande ralentit, l'indicateur prévisionnel des commandes pour les six prochains mois perdant 10 points, à - 5. Les anticipations d'évolution de l'activité en 2013 sont peu optimistes, l'indicateur avancé ressortant à + 10, à comparer à + 33 fin 2011.

Biens intermédiaires : l'activité a calé en 2012, le CA étant estimé en recul de - 1 %, après la vive hausse de l'année précédente (+ 9 %). Les carnets de commandes se sont beaucoup amincis depuis fin 2011, l'indicateur courant ayant reculé de 29 points, à - 33. La tendance reste à la baisse, avec un indicateur prévisionnel des commandes à - 18. L'activité pourrait plus sensiblement reculer en 2013, l'indicateur avancé de novembre étant au plus bas depuis 2008, à - 7.

Biens d'équipement : la croissance moyenne du chiffre d'affaires s'est limitée à + 1,2 % en 2012, contre + 8,2 % en 2011. Les carnets de commandes en portefeuille se sont nettement dégonflés depuis fin 2011, l'indicateur courant ayant perdu 23 points, à - 17. La demande est perçue en repli, l'indicateur prévisionnel des commandes perdant 6 points supplémentaires depuis mai, à - 14. Dans ce contexte, les anticipations d'évolution de l'activité en 2013 sont pessimistes, avec un indicateur avancé négatif pour la première fois depuis 2008, à - 2.

Biens de consommation : l'activité s'est retournée en 2012, le CA étant annoncé en recul de - 1,9 % en moyenne, après + 2,9 % en 2011. Les carnets de commandes sont au plus bas depuis fin 2009, avec un indicateur courant à - 44, après - 33 en mai. La demande devrait continuer à fléchir, l'indicateur prévisionnel étant de plus en plus négatif à - 9. En toute logique, les prévisions d'activité pour 2013 sont mauvaises, l'indicateur avancé à + 7 se rapprochant du point bas de 2008 (- 6).

LES PMI TRÈS EXPORTATRICES⁽⁸⁾ SONT PARVENUES À MAINTENIR UNE FAIBLE CROISSANCE

Les PMI réalisant plus du quart de leur activité à l'international déclarent une hausse de + 3,3 % en moyenne de leur CA en 2012, contre une stagnation (+ 0,1 %) pour les "moyennement exportatrices" et une baisse de - 0,8 % pour les "non exportatrices". La demande est prévue en recul au premier semestre 2013, faiblement par les "très exportatrices", avec un indicateur prévisionnel des carnets de commandes à - 2, mais beaucoup plus fortement par les PMI "non exportatrices" (indicateur à - 20). En fin de compte, les PMI "très exportatrices" anticipent une petite progression de leur activité en 2013 (indicateur avancé à + 14), tandis que celles qui n'exportent pas s'attendent à une légère diminution (indicateur à - 8).

INDICATEURS PRÉVISIONNELS DES PMI

Solde des pourcentages d'opinions
"en hausse" moins "en baisse"

(Part des PMI concernées)	CARNETS DE COMMANDES DES 6 PROCHAINS MOIS		ACTIVITÉ EN 2013	
	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL
"fortement exportatrices" (17 %)	- 2	+ 14	- 2	- 2
"moyennement exportatrices" (18 %)	- 8	+ 6	- 8	- 2
"non exportatrices" (65 %)	- 20	- 8	- 8	- 2
"innovantes" (47 %)	- 3	+ 10	- 17	- 2
"non innovantes" (53 %)	- 27	- 17	- 17	- 2

L'INNOVATION⁽⁹⁾ FREINE QUELQUE PEU LA DÉCÉLÉRATION

Les PMI "innovantes" annoncent une progression de + 1,1 % en moyenne de leur chiffre d'affaires 2012 (après + 9,1 % en 2011), contre une baisse de - 1,2 % pour les "non innovantes" (après + 5,8 %). Les "innovantes" s'attendent à une certaine résistance de la demande à court terme, avec un indicateur avancé des carnets de commandes presque à l'équilibre, à - 3, tandis qu'il est fortement négatif, à - 27, pour les "non innovantes". C'est pourquoi les premières escomptent une légère croissance de leur activité en 2013, avec un indicateur avancé à + 10, alors que les secondes craignent un sensible recul (- 17).

[7] Indicateur courant des carnets de commandes : c'est la différence entre les pourcentages des opinions "bien garni" et "faible".

[8] Cf. définition dans la méthodologie p. 22.

[9] Cf. définition dans la méthodologie p. 22.

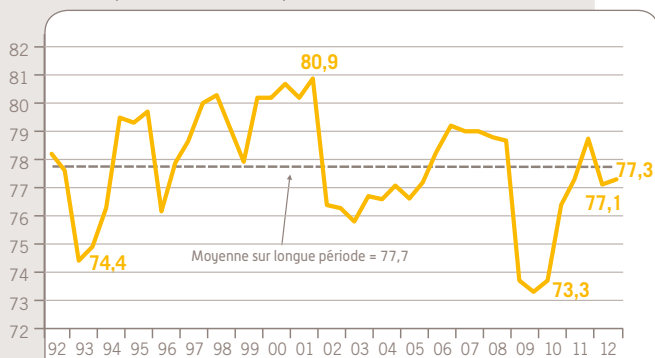
LES PMI RÉDUISENT UN PEU LEURS INVESTISSEMENTS

61 % des PMI disent avoir investi en 2012, contre 62 % en 2011. De plus, l'indicateur courant du volume d'investissement est négatif, à -2, pour la première fois depuis fin 2010. Il était à +9 fin 2011.

Le taux d'utilisation des capacités de production ne baisse plus mais, à 77,3 %, il reste un peu inférieur à la moyenne de long terme.

TAUX MOYEN D'UTILISATION DES CAPACITÉS INDUSTRIELLES

En % des capacités totales disponibles



Source : OSEO

Selon l'indicateur courant d'investissement pour 2012, le volume d'investissement s'est stabilisé dans la branche des biens d'équipement et celle des biens intermédiaires (indicateur nul). Les investissements ont par contre un peu diminué dans le secteur des biens de consommation (-4), plus nettement dans celui de l'agroalimentaire (-11).

Les anticipations sectorielles pour 2013 reproduisent à peu près celles de fin 2011 pour 2012, qui étaient médiocres. À 56 % en moyenne, la proportion de PMI pensant investir en 2013 est faible comme un an plus tôt, alors qu'elle atteignait 59 % fin 2010 pour 2011. De même, l'indicateur prévisionnel en volume est vraiment bas, à +15, contre +26 fin 2010 et +16 fin 2011. Il faudrait qu'il atteigne au moins +20 pour que se concrétise une hausse effective en 2013.

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT DES PMI POUR 2013

PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR (RAPPEL NOV. 2011) **INDICATEUR DU VOLUME D'INVESTISSEMENT** (RAPPEL NOV. 2011)

Agroalimentaire	56 % [56 %] →	+12 [+22] ↘
Biens intermédiaires	59 % [58 %] →	+14 [+14] →
Biens d'équipement	52 % [57 %] ↘	+17 [+20] ↘
Biens de consommation	56 % [45 %] ↗	+15 [+11] ↗
Ensemble industrie	56 % [56 %] →	+15 [+16] →

Source : OSEO

Lecture : en novembre 2012, 56 % des PMI prévoient de faire des investissements en 2013. En termes de volume d'investissement, 27 % pensent investir plus qu'en 2012 et 12 % moins, ce qui donne un indicateur avancé en solde d'opinion de +15, pratiquement identique à celui de novembre 2011 qui était déjà médiocre (+16).

Pour la première fois depuis 2009, les PMI exportatrices n'ont pas investi plus que les autres. Leurs prévisions d'investissement en 2013 sont toutefois plus élevées que celles des "non exportatrices", avec un indicateur prévisionnel en volume de respectivement +23 et +11.

Par ailleurs, les entreprises industrielles "innovantes" ont un peu plus investi que les autres en 2012, leur indicateur courant d'investissement étant supérieur de 8 points, à +6. Elles sont également un peu plus volontaristes dans leurs anticipations d'investissement en 2013, avec un indicateur avancé de +17, à comparer à +13 pour les "non innovantes".

LES EFFECTIFS SE STABILISENT APRÈS DEUX ANS DE PROGRESSION

Conséquence du ralentissement de l'activité, la progression des effectifs des PMI pérennes⁽¹⁰⁾ a beaucoup ralenti en 2012, l'indicateur courant de l'emploi ayant perdu 16 points en douze mois, à +3. À ce niveau, il se situe dans la moyenne des PME (+2).

D'un point de vue sectoriel, les effectifs apparaissent stables sur un an dans l'agroalimentaire (indicateur +1, après +24 fin 2011) et les biens intermédiaires (+1, vs +23). Ils augmentent encore dans la branche des biens d'équipement (+9, suite à +17), mais diminuent dans celle des biens de consommation (-8, contre +10).

En termes de taille salariale, les effectifs ont reculé dans les PMI de 1 à 19 salariés (indicateur courant à -5), tandis qu'ils ont augmenté chez celles de 20 à 49 salariés (+13) et chez celles employant 50 à 249 salariés (+5).

En 2012, les effectifs ont continué de progresser un peu dans les PMI innovantes (indicateur courant à +8, mais +23 fin 2011) et chez celles qui exportent (+7, après +27). En revanche, l'emploi s'est effrité chez les "non innovantes" (-3, au lieu de +16) et s'est tout juste maintenu chez les "non exportatrices" (indicateur nul, contre +16).

Les anticipations d'évolution des effectifs en 2013 sont quasiment nulles, avec un indicateur avancé à +2 pour l'ensemble des PMI. En matière de secteur d'activité, les intentions d'embauche sont légèrement au-dessus de la moyenne dans la branche des biens d'équipement (+6) et un peu en dessous dans celle de l'agroalimentaire (-4).

En termes de taille salariale, les anticipations d'évolution des effectifs en 2013 sont très voisines de la moyenne (+2), sauf pour les PMI employant 100 à 249 salariés qui pensent plutôt les réduire, avec un indicateur avancé de l'emploi à -15.

Enfin, les prévisions sont positives chez les PMI "fortement exportatrices" (indicateur avancé à +11) ou "moyennement exportatrices" (+7), de même que chez celles qui innovent (+9). À l'opposé, elles sont légèrement négatives chez les "non exportatrices" (-2) et les "non innovantes" (-5).

(10) Par construction, l'enquête ne tient pas compte des entreprises ayant disparu par liquidation, cessation simple ou absorption. *A contrario*, elle ne permet pas non plus de distinguer l'évolution due à des opérations de croissance externe, c'est-à-dire par absorption de tout ou partie d'autres entreprises le cas échéant.

CONSTRUCTION

ACTIVITÉ ET SITUATION FINANCIÈRE SE DÉGRADENT

L'ACTIVITÉ A PIÉTINÉ EN 2012 ET LES ANTICIPATIONS POUR 2013 SONT TRÈS SOMBRES

En novembre, les PME du **bâtiment** annoncent une très légère hausse de leur chiffre d'affaires pour l'exercice qui s'achève, soit + 0,2 % en moyenne, alors que six mois plus tôt, elles pronostiquaient un recul de - 0,6 %. La hausse atteignait + 3 % en 2011.

Les carnets d'ordre se sont beaucoup dégarnis depuis mai 2012, l'indicateur courant étant tombé de - 7 à - 20 en novembre. De plus, les chantiers devraient continuer à se raréfier en 2013, l'indicateur prévisionnel des carnets des six prochains mois ayant perdu 18 points, à - 30, soit un plus bas depuis fin 2008 (- 43).

En conséquence, les anticipations d'évolution de l'activité en 2013 sont pessimistes, avec un indicateur avancé à - 24, son niveau le plus négatif depuis novembre 2008 (- 45).

Dans les **travaux publics**, l'activité s'est repliée en 2012 de 1 % en moyenne, en valeur nominale, au lieu de - 2,2 % prévus en mai précédent. En 2011, il y avait eu une hausse estimée à + 2,7 %. À la veille de la saison froide, les carnets de commande de travaux sont encore moins épais que fin 2011, avec un indicateur courant inférieur de 11 points, à - 21. Les chantiers sont attendus en forte baisse en 2013, l'indicateur prévisionnel ressortant à - 38, un plus bas depuis fin 2008 (- 50).

En toute logique, les PME de travaux publics anticipent une forte chute de leur activité en 2013, l'indicateur avancé qui s'établit à - 32 étant également au plus bas depuis 2008 (- 50).

LES EFFECTIFS SONT EN DIMINUTION

19 % des dirigeants du bâtiment déclarent avoir augmenté leurs effectifs sur les dix premiers mois de 2012, tandis que 25 % les auraient réduits. L'indicateur courant de l'emploi (hors intérim) est donc négatif, à - 6, son niveau le plus négatif depuis fin 2009 (- 11). De nombreux postes pourraient être supprimés en 2013, l'indicateur avancé de l'emploi ressortant à - 10, au lieu de zéro fin 2011.

Les entreprises des travaux publics ont dans leur ensemble conservé leurs effectifs en 2012, avec un indicateur courant de l'emploi salarié à + 2 en fin d'année. Cependant, pour 2013, les anticipations de création de postes sont inférieures à celles des suppressions. À - 10, l'indicateur avancé de l'emploi est historiquement bas (0 fin 2011).

LA SITUATION FINANCIÈRE SE FRAGILISE UN PEU PLUS

La situation de la trésorerie des PME du bâtiment reste très tendue : 47 % des entreprises indiquent avoir rencontré des difficultés au cours des six derniers mois, contre 48 % en mai précédent. Surtout, les prévisions d'évolution à court terme sont très pessimistes, avec un indicateur prévisionnel de la trésorerie à - 28, contre - 15 six mois plus tôt et - 14 fin 2011.

Dans les travaux publics, l'état de la trésorerie récente est considéré difficile par 49 % des entreprises, soit 8 points de plus qu'en mai et 11 points de plus sur un an. Un net durcissement dans les premiers mois de 2013 est à craindre, l'indicateur avancé de la trésorerie reculant de 16 points par rapport à mai. À - 33, cet indicateur est au plus bas depuis mai 2009.

Après être vivement remonté en 2011, le jugement sur la rentabilité récente est de nouveau très négatif. Sur un an, l'indicateur courant perd 11 points dans le bâtiment, à - 21, et chute de 26 points dans les TP, à - 36. Conséquence de la contraction de l'activité attendue en 2013, les résultats à venir pour l'exercice qui démarre sont eux-mêmes prévus en sensible baisse, avec un indicateur avancé de la rentabilité à - 22 dans le bâtiment et - 24 dans les travaux publics.

COMMERCE

TOUTES LES BRANCHES DU COMMERCE CONNAISSENT UNE FORTE DÉCÉLÉRATION DE L'ACTIVITÉ

COMMERCE DE GROS : L'ESOUFFLEMENT DE L'ACTIVITÉ PÈSE SUR LES RÉSULTATS

Les PME du secteur se ressentent fortement du ralentissement général de l'activité. La croissance moyenne du CA a perdu 5 points en un an, à + 0,6 % seulement. Les carnets de commandes se sont encore amincis au cours des six derniers mois, l'indicateur ayant reculé de 8 points, à - 24. La demande continue à fléchir, l'indicateur prévisionnel des commandes ressortant à - 15, après - 3 en mai. Les anticipations d'évolution de l'activité en 2013 sont donc très prudentes, quoiqu'encore positives, avec un indicateur avancé à + 6 seulement.

Les effectifs continuent de progresser, l'indicateur courant d'emploi ne perdant que 2 points depuis fin 2011, à + 12, niveau le meilleur de tous les secteurs d'activité. Les embauches devraient toutefois ralentir quelque peu en 2013, avec un indicateur avancé de l'emploi à + 7, au lieu de + 11 en novembre 2011.

Signe de l'augmentation générale des délais de paiement, les difficultés de trésorerie sont en hausse de 5 points en six mois, avec 36 % de citations, soit presque autant que la moyenne des PME (40 %). Les craintes de durcissement de la situation de trésorerie sont élevées, l'indicateur prévisionnel étant tombé à - 20 en novembre, contre - 11 en mai.

Les résultats de l'exercice 2012 sont attendus en sensible recul, avec un indicateur de la rentabilité à - 7, contre + 9 en mai dernier pour les résultats de 2011. Conséquence de la décélération de l'activité et des difficultés croissantes de trésorerie, les perspectives d'évolution de la rentabilité en 2013 sont négatives, avec un indicateur prévisionnel à - 6.

COMMERCE DE DÉTAIL : UNE SENSIBLE DÉCÉLÉRATION DES VENTES

Pour la première fois depuis 2009, le CA annuel des PME de la branche est en recul en 2012, de - 1,2 % en moyenne. Les anticipations pour 2013 sont très sombres, l'indicateur avancé de l'activité s'établissant à - 16, contre - 8 pour l'ensemble des PME.

Les entreprises ont légèrement réduit leurs effectifs en 2012, l'indicateur courant de l'emploi perdant 4 points sur douze mois, à - 7. La baisse pourrait s'accroître en 2013, avec un indicateur prévisionnel à - 9, contre 0 tous secteurs confondus.

Les tensions sur les trésoreries ont un peu diminué depuis mai, citées par 42 % des entreprises (- 5 points). Cependant, les dirigeants craignent un réel durcissement à court terme de l'état des trésoreries, l'indicateur prévisionnel chutant de 8 points en six mois, à - 29.

Les résultats de l'exercice 2012 sont estimés inférieurs à ceux de 2011, l'indicateur courant perdant 12 points en six mois, à - 18. Dans un contexte de profonde atonie de la demande, les anticipations d'évolution de la rentabilité en 2013 sont très négatives, l'indicateur prévisionnel s'affichant à - 24, au lieu de - 9 douze mois auparavant.

COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE : LA SÉVÉRITÉ DE LA CRISE NÉCESSITE DES AJUSTEMENTS IMPORTANTS

En novembre, les entreprises du secteur évaluent à - 3,8 % en moyenne la contraction de leur CA en 2012. Les carnets de commandes sont historiquement bas, l'indicateur ayant de nouveau perdu 11 points depuis mai, à - 58. La demande est toujours perçue en déclin, l'indicateur avancé des commandes reculant encore de 10 points, à - 31. En conséquence, les prévisions d'activité pour 2013 sont très négatives, avec un indicateur prévisionnel à - 24.

Face au recul de l'activité, les effectifs ont dû être réduits en 2012, l'indicateur courant de l'emploi ressortant à - 15, contre + 3 fin 2011. Les suppressions de postes devraient s'accroître en 2013, l'indicateur avancé plongeant de 14 points en un an, à - 17.

Malgré l'ajustement des effectifs, les difficultés de trésorerie se sont accrues depuis mai, avec 48 % de citations, en augmentation de 8 points. Les dirigeants redoutent un durcissement début 2013, l'indicateur de la trésorerie future tombant à - 32, après - 22 en mai précédent.

Le jugement sur la rentabilité de l'exercice qui s'achève est au plus bas, avec un indicateur à - 36. Sans surprise, les anticipations d'évolution des résultats en 2013 sont très pessimistes, avec un indicateur prévisionnel à - 26.

TRANSPORTS

DE FORTES INQUIÉTUDES POUR 2013

RECU ANNONCÉ DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS

Comme anticipé fin 2011, l'activité a diminué en 2012, avec une baisse moyenne du CA estimée à - 0,3 %, après les hausses de + 2,3 % en 2010 et + 6,3 % en 2011. Les carnets de commandes sont au plus bas depuis fin 2009, l'indicateur courant perdant 9 points supplémentaires depuis mai, à - 32. En outre, ils pourraient diminuer fortement dans les mois à venir, l'indicateur prévisionnel étant au plus bas, à - 31. Dans ce contexte, l'activité devrait sensiblement fléchir en 2013, avec un indicateur avancé à - 16.

Les PME des transports ont légèrement réduit leurs effectifs en 2012, l'indicateur courant étant négatif à - 2, contre + 12 fin 2011. Les suppressions de postes vont sans doute s'accélérer en 2013, au vu de l'indicateur avancé de l'emploi tombé à - 11.

UNE SITUATION FINANCIÈRE MISE À MAL PAR LA DÉCÉLÉRATION DE L'ACTIVITÉ

Fin 2011, les trésoreries sont aussi serrées qu'en mai, avec 42 % des entreprises annonçant des difficultés. L'indicateur prévisionnel de la trésorerie perd 9 points en six mois, à - 21, ce qui présage une montée des tensions de trésorerie dans les premiers mois de 2013.

Les résultats de l'exercice 2012 sont estimés en baisse, l'indicateur courant de la rentabilité se situant à - 23, contre - 12 fin 2011. Avec le déclin attendu de l'activité en 2013, la rentabilité pourrait fléchir un peu plus, l'indicateur avancé baissant de 10 points en six mois, à - 23.

COMPRESSION DES INVESTISSEMENTS

Après avoir bien progressé en 2011, les investissements ont été sensiblement réduits en 2012, l'indicateur courant du volume d'investissement retombant en un an de + 11 à - 10. Les investissements pourraient de nouveau régresser en 2013, avec un indicateur prévisionnel particulièrement médiocre à + 3, contre + 8 fin 2011.

TOURISME

RETOUR DES DIFFICULTÉS

L'ACTIVITÉ RECULE SENSIBLEMENT

Les PME du secteur sont touchées de plein fouet par la baisse des dépenses des ménages et la prudence des entreprises. Le CA 2012 est estimé avoir diminué de - 2,0 % en moyenne, un peu moins toutefois qu'en 2009 (- 3,3 %). Les carnets de réservations, pour les entreprises concernées, sont au plus bas depuis la mi-2009, avec un indicateur à - 34, après - 26 en mai. La tendance reste à la baisse, l'indicateur avancé perdant encore 15 points en six mois, à - 25. Très logiquement, les entreprises anticipent une poursuite de la dégradation de l'activité en 2013, l'indicateur avancé étant négatif pour la première fois depuis 2008, à - 14.

LES SUPPRESSIONS DE POSTES SE MULTIPLIENT

Les effectifs ont été sensiblement réduits en 2012, l'indicateur courant de l'emploi achevant l'année à - 6, contre + 3 fin 2011. L'érosion pourrait s'accélérer en 2013, avec un indicateur prévisionnel historiquement bas, à - 15.

VIVE INQUIÉTUDE SUR LES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA TRÉSORERIE

Les difficultés de trésorerie sont demeurées très importantes au cours des six derniers mois, mentionnées par 45 % des entreprises, contre 47 % en mai précédent. Les craintes d'un net resserrement sont très vives, avec un indicateur prévisionnel à - 34, au plus bas de tous les secteurs. D'ailleurs, 33 % des dirigeants disent avoir rencontré des difficultés d'accès aux crédits d'exploitation, soit 4 points de plus qu'en mai. C'est la proportion la plus élevée de tous les secteurs d'activité.

Les résultats de 2012 sont attendus en sensible repli par rapport à 2011 : l'indicateur de la rentabilité courante perd 24 points sur douze mois, à - 18, contre - 15 tous secteurs confondus. Les anticipations pour 2013 sont bien entendu négatives, l'indicateur avancé de la rentabilité s'affichant à - 19.

RÉDUCTION DES INVESTISSEMENTS

Les PME du tourisme disent avoir diminué le volume de leurs investissements en 2012, l'indicateur courant ressortant à - 14, après - 6 fin 2011. Les prévisions d'investissement en 2013 sont très modérées, avec un indicateur avancé à + 9, le plus faible depuis 2005.

SERVICES

SEULES LES ENTREPRISES INNOVANTES CONSERVENT UN CERTAIN OPTIMISME POUR 2013

SERVICES AUX ENTREPRISES : LES "INNOVANTES" AFFRONTENT MIEUX LA CRISE QUE LES AUTRES

Les PME des services aux entreprises⁽¹¹⁾ estiment à - 0,3 % en moyenne l'évolution de leur chiffre d'affaires en 2012, contre + 4,8 % en 2011. La décélération est aussi forte dans les entreprises "innovantes"⁽¹²⁾ que dans les "non innovantes", mais les premières maintiennent un peu de croissance, soit + 2,0 % (vs + 7,8 % en 2011), alors que les autres ont un CA 2012 annoncé en recul de - 2,1 % en moyenne (après + 2,7 %). L'écart devrait perdurer en 2013, les entreprises "innovantes" ayant un indicateur avancé de l'activité encore positif, à + 18, alors qu'il est négatif, à - 15, pour les "non innovantes".

Les effectifs ont continué à croître parmi les "innovantes", certes à un rythme moins rapide qu'en 2011, avec un indicateur courant de l'emploi à + 17 en novembre 2012 contre + 28 douze mois auparavant. En revanche, très peu de postes nouveaux ont été créés par les PME "non innovantes" de la branche, dont l'indicateur s'affiche à + 2, après + 11 fin 2011. Les anticipations pour 2013 sont également très contrastées, les "innovantes" envisageant à nouveau d'embaucher, avec un indicateur prévisionnel très positif à + 21, tandis que les autres pensent à peine maintenir le nombre de leurs salariés, affichant un indicateur avancé légèrement négatif à - 2.

En ce qui concerne leur situation de trésorerie, 36 % des PME des services aux entreprises ont connu des difficultés au cours des six derniers mois, soit 7 points de plus qu'en mai. Le durcissement des trésoreries est aussi fort chez les "innovantes", à 38 % (+ 6 points en six mois), que chez les "non innovantes", à 35 % (+ 8 points). Les craintes d'une nouvelle progression des tensions sur les trésoreries sont un peu moins élevées chez celles qui font de l'innovation, avec un indicateur prévisionnel à - 14, que chez celles qui n'ont pas véritablement innové au cours des trois dernières années, où il s'affiche à - 26.

Les résultats financiers de l'exercice 2012 sont estimés en sensible recul par les deux catégories de PME de services aux entreprises. Pour les "innovantes", l'indicateur de la rentabilité courante perd 9 points en un an, à - 9, tandis qu'il diminue de 15 points, à - 11, chez les autres. En revanche, les premières espèrent stopper l'effritement des résultats en 2013, avec un indicateur prévisionnel à + 6, alors que les secondes craignent un nouveau dérapage, leur indicateur avancé de la rentabilité étant très négatif, à - 19.

LES SERVICES AUX PARTICULIERS⁽¹³⁾ RESSENTENT UNE NETTE DÉGRADATION DE LEUR SITUATION FINANCIÈRE

Les entreprises du secteur évaluent à + 0,8 % en moyenne la progression de leur chiffre d'affaires en 2012, à comparer à une hausse de + 2,3 % en 2011. Le ralentissement est donc plus faible que dans les autres secteurs d'activité, y compris celui du commerce de détail où les ventes auraient diminué de - 1,2 % en 2012, après avoir crû de + 1,3 % en 2011. Toutefois, un certain effritement de l'activité est attendu en 2013 par les PME des services aux particuliers, l'indicateur avancé ressortant à - 5.

Malgré la mollesse de l'activité, les effectifs ont continué à augmenter selon l'indicateur courant de l'emploi qui s'établit à + 5, comme fin 2011. Un simple maintien des effectifs est prévu pour 2013, avec un indicateur avancé nul, contre + 10 fin 2011.

Les entreprises de services aux particuliers ne sont pas épargnées par la montée des difficultés de trésorerie, citées par 42 % des PME, contre 40 % en mai et 35 % seulement fin 2011. La situation pourrait se dégrader un peu plus à court terme, l'indicateur prévisionnel étant très négatif, à - 19, soit presque aussi mal orienté que pour l'ensemble des PME (- 24).

La rentabilité est estimée avoir nettement diminué en 2012, l'indicateur courant perdant 10 points en un an, à - 17, à comparer à - 15 tous secteurs confondus. Les dirigeants anticipent une nouvelle baisse des résultats en 2013, avec un indicateur avancé très négatif, à - 13 (idem moyenne des PME).

[11] Principaux services aux entreprises : location sans opérateur, services informatiques, recherche et développement, services rendus principalement aux entreprises (activités juridiques, comptables et de conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie, publicité, activités de nettoyage...).

[12] 44% des entreprises des services aux entreprises figurant dans l'échantillon sont classées "innovantes" et 56% "non innovantes". Cf. qualification des entreprises innovantes dans la méthodologie p.22.

[13] Principaux services aux particuliers : santé, enseignement, activités récréatives, artistiques et sportives, et services personnels (coiffure, blanchisserie...).